Armadilo- Dossier enseignement fondamental
Des pistes de réflexion et d'action en rapport avec la problématique de l'abus sexuel

Note d'avis

Comité de pilotage - Coordination maltraitance - juin 05

Le dossier Armadilo, *des pistes de réflexion et d'action en rapport avec la problématique de l'abus sexuel*, réalisé par Child Focus et Clé pour la jeunesse à destination des enseignants est diffusé depuis mai 2005. Le dispositif, les messages de prévention et les référents cliniques développés dans cet outil pédagogique est en contradiction avec la politique d'aide et de prévention mise en oeuvre en Communauté française. A partir d'un énoncé des référents qui fondent cette politique en Communauté française, l'avis ci-après explique en quoi la démarche proposée dans ce dossier est susceptible de créer confusions et effets contre-productifs.

Introduction

Cet avis requiert un bref préalable afin de rappeler les référents qui fondent la politique de prévention mise en oeuvre en Communauté française, référents à partir desquels les remarques ci-après sont émises.

La pratique nous enseigne que la maltraitance est avant tout intrafamiliale et engendrée par des personnes en situation de détresse psychique et/ou sociale, soit potentiellement chacun d'entre nous. La prévention doit s'inscrire en réponse à cette réalité clinique et se situe donc prioritairement dans la sphère de l'aide. Face à une personne en difficulté et en souffrance relationnelle, il s'agit de renforcer les mécanismes de solidarité, de reliance, les dispositifs d'aide et l'accès à ceux-ci. Les situations relevant de psychopathes restent largement minoritaires et requièrent d'autres pistes qui ne font pas l'objet de notre propos.

Dès lors, pour être opérante, la démarche de prévention doit se fonder sur la confiance dans les familles, leur entourage et les professionnels qu'elles rencontrent chaque jour. La prévention doit proposer un cadre qui invite chacun à se construire plutôt qu'à distiller des règles de conduite ; un cadre qui propose une aide et une protection chaque fois ajustées aux ressources et potentialités de la famille et de l'enfant autant qu'à ses fragilités. En Communauté française, la prévention soutient cet axe de l'aide et de la protection de l'enfant dans son intérêt premier et dans la prise en compte des ses potentialités et celles de ses parents, de sa famille, de son environnement.

La démarche se fonde sur le principe qu'il revient à l'adulte d'assurer la protection de l'enfant et de garantir les conditions de son développement. Dans cette perspective, le dispositif d'aide soutiendra le parent en situation de fragilité.

Si les campagnes de prévention constituent une nécessaire parole publique, elles n'ont de sens que si elles sont en concordance entre elles, que si elles renforcent des mécanismes de solidarité visant à réduire la précarité et viennent en appui des dispositifs d'aide chargés d'assister très concrètement les familles en souffrance. Elles ne peuvent qu'être un des maillons d'une politique globale d'aide. Une cohérence dans l'ensemble des messages publics diffusés participe à construire ce mouvement commun.

La prévention doit soutenir et renforcer les mécanismes de solidarité et l'implication de chacun à partir de sa position familiale, sociale ou professionnelle. La prévention doit offrir une réponse à la question de la souffrance et de la fragilité relationnelle.

Cette perspective vient en contre point d'une démarche privilégiant le soupçon pointant l'auteur comme un criminel et un pervers, et sollicitant le tiers comme un délateur. Elle prend aussi la tangente des démarches positivistes fondées sur une bonne manière d'agir.

Avis

Distinguons deux parties essentielles à ce dossier :

- La première (24 pages) présente une approche de l'abus sexuel, de l'auteur, de la victime et propose un dispositif d'intervention prônant la déclaration à la police, soit une approche globale axée sur la déviance, le pathologique et la solution judiciaire. Dans ce contexte, une description du rôle de l'enseignant tente de se frayer un chemin. Une introduction du concept de prévention s'inscrit dans cette même approche et propose une grille d'analyse de type comportementaliste (?)
- La seconde partie (38 pages) propose des fiches d'activité en vue de développer les compétences sociales de l'enfant.

Nous verrons en quoi (dans l'approche et la méthodologie qu'elles développent) ces deux parties créent un paradoxe quant à l'objectif énoncé.

Partie 1 (p.9 à p.30)

A destination de l'enseignant désigné au sens large, ce guide poursuit l'objet de lui donner des pistes afin de clarifier sa mission et son rôle lors de situations d'abus sexuels dans le cadre de sa profession.

Rappelons que l'enseignant, acteur du monde scolaire et, à ce titre, référent de l'enfant (et de ses parents par extension), s'inscrit dans une logique d'aide et de protection de l'enfant au-delà de sa mission pédagogique. Ses interlocuteurs sont l'enfant et ses parents et des relais prioritaires soit les autres acteurs scolaires, tels les services PMS et PSE et ensuite les services psycho-médico sociaux du champ de l'aide. Conformément à l'esprit d'aide et de protection développé dans le décret relatif à l'Aide aux enfants victimes de maltraitance du 12 mai 2004, il appartient à l'enseignant de contacter les services de prise en charge désignés comme les *instances ou services spécifiques* mais non prioritairement d'activer la voie judiciaire.

Par un contact quotidien avec l'enfant, par sa position d'observateur ou de confident éventuel, le rôle de l'enseignant dans les situations de maltraitance et d'abus sexuels consiste à confronter ses doutes et inquiétudes avec ses partenaires (parents et intervenants scolaires) et /ou contacter un service de prise en charge afin de mobiliser une solution. Aucune démarche d'anamnèse ne lui revient.

Quand on évoque des situations de maltraitance ou d'abus sexuel, la difficulté pour l'enseignant est de gérer ce doute, cette incertitude qu'il ressent par rapport à des observations qu'il a pu faire. C'est donc bien à cette question qu'il convient d'apporter des pistes en terme de dispositif (et non en terme de diagnostic) pour aider l'enseignant à agir en restant dans son rôle.

Le guide ne donne pas de repères quant à cette nécessité d'agir dans le cadre de ses fonctions. A contrario, ce dossier insiste sur le signalement, la question de la preuve, sur une prévention axée sur le risque. Nous y reviendrons.

Ce dossier pédagogique développe une démarche fondée sur des référents et un vocabulaire qui traduit une approche clivée de la maltraitance, qui suggère (quoique le guide affirme le contraire dans certains encart, notamment page 10) une logique de signalement avec recourt prioritaire au judiciaire. La table des matières illustre cette approche privilégiant la preuve des faits, la déclaration à la police, éveillant la suspicion et interpellant le tiers comme signaleur potentiel. Le point 4 « Que faire » de la table des matières l'illustre par sa chronologie : 4.21 Quelques signaux; 4.2.2 Vous supposez qu'un enfant est victime d'abus sexuels, 4.2.3 vos suspicions se concrétisent, 4.2.4 Déclarer les faits à la police.

L'auteur d'abus est présenté comme un individu dangereux et sournois infiltrant tout espace pour abuser d'enfants. Dans ce contexte, l'enseignant est sollicité pour repérer et dénoncer jusqu'à son propre collègue présenté comme un « probable » abuseur. Les référents proposés sont avant tout légistiques et instrumentalisés. Des tentatives de se démarquer de cette approche apparaissent par le biais d'insertions qui relèvent plus d'une logique d'aide et qui dénotent dès lors avec l'approche générale.

Le style et la technique narrative créent un climat anxiogène, un contexte de suspicion et de danger favorisant un réflexe de signalement. Pointons quelques exemples relevés dans les termes utilisés « *aussi vite que possible* » - p.23- « *Évitez toute panique* » - p. 22, l'exercice de la page 58 portant sur les bons secrets et les secrets dangereux... A l'inverse d'une présentation clinique mettant en avant les ressources existantes et les leviers potentiels pour l'enseignant afin d'ouvrir la réflexion, le guide propose des réponses partielles et partiales enfermant l'enseignant dans une seule voie : celle du signalement en justice fondée sur son impression quant à la véracité des faits. A ce titre, relevons un exemple développé page 23 relatif à une conversation avec l'enfant : *Vous pouvez dire : « Hugo, j'ai vu que tu as des bleus et que tu avais mal pendant le cours de gymnastique, si tu as envie d'en parler, n'hésite pas, je suis là pour t'écouter » et vous ne pouvez dire : « Hugo, je vois que tu as des bleus. Comment cela se fait-il ? Quelqu'un t'a-t-il fait mal ? qui ?*

Les contres messages créent une confusion complète pour l'enseignant qui doit naviguer entre des consignes de tenir son rôle soit de ne pas poser de diagnostic, de ne pas solliciter le témoignage prouvant la véracité des faits et une procédure qui repose sur la preuve des faits et le signalement. A titre d'illustration, reprenons seulement l'exemple de la page 23 ci-avant évoqué « *vous pouvez dire* » et « *vous ne pouvez dire* » qui est introduit de la manière suivante « *Ne posez pas de questions et ne suggérez rien et n'interprétez pas* » et l'invitation qui est faite dans le même temps d'être attentif aux signaux non verbaux illustrations à l'appui : *Hugo peut timidement détourner les yeux et éviter votre regard en disant « je suis tombé de mon cheval » ou il peut vous regarder droit dans les yeux et vous raconter qu'il a pris sa première leçon d'équitation, que c'était très chouette mais que maintenant, il a un peu mal.*

La lecture ouvre à un rapport de prédateur /proie.

Les définitions sont essentiellement légistiques et strictement descriptives, soit, présentées selon une logique pour établir des faits et qualifier des comportements. La phrase relative à l'abuseur page 11 « *Son entourage social est généralement pauvre ou superficiel* » en est un exemple parmi d'autre. L'abus sexuel est défini strictement de ce point de vue en référence à la loi belge. La dimension subjective de l'acte est complètement ignorée. L'auteur d'abus est présenté selon un profil plutôt psychopathe. En fait, la pédophilie n'est pas définie sinon par les stratégies mises en place par les différents types d'abuseurs. La question de l'inceste est juste nommée même si parallèlement il est dit que la maltraitance est surtout intra-familiale. Le profil de la victime ressort plus d'un scoop ou d'un témoignage médiatique que de données cliniques. Un risque apparaît aussi dans l'énoncé d'affirmation qui restent trop partielles pour constituer un référent fiable. Il en ressort une confusion quant aux notions de psychopathes, de pédophiles, de parents incestueux... qui relèvent de réalités cliniques fort différentes.

Dans les définitions se côtoient des niveaux d'écriture différents (ex : insertion de témoignages) qui font appel à l'émotion du lecteur et contribue ainsi à créer un contexte de délation. Relevons notamment à ce propos les témoignages produits pages 12 de Axel, 12ans : *j'étais innocente, tu es entré dans ma vie, je t'ai donné mon amour, je t'ai donné ma confiance, tu en as abusé..* , page 15 et page 24 signé par un « auteur anonyme ».

La partie 4 « En pratique » est conçue selon une logique privilégiant le relais et le signalement. A ce titre, relevons la référence au décret faite en page 25 : « Selon le décret, **tout intervenant doit interpellé un service spécifique pour se faire accompagner, orienter ou relayer dans la prise en charge de l'enfant maltraité** ». Or, le & 2 de l'article 3 du décret dit « Afin d'organiser cette aide, tout intervenant confronté à une situation de maltraitance ou à risques **peut** interpellé l'une des instances ou services spécifiques suivants aux fins de se faire accompagner, orienter ou relayer dans la prise en charge ».

L'approche en réseau n'est pas envisagée sinon une chronologie d'actions à mener. Le dispositif soutient une logique de signalement via des relais possibles ou le centre Child Focus est présenté comme un service spécialisé dans la prise en charge des abus sexuels. La notion de partenariat et de prise en charge pluridisciplinaire n'est pas construite comme une réponse au dispositif d'aide et de protection et une réponse à l'inquiétude de l'enseignant ainsi qu'à la nécessité de ne pas rester seul. Le guide ne donne pas de pistes pour aborder l'inquiétude ressentie et agir dans cet espace de doute. Dans cette dynamique, les parents ne sont pas présentés comme des interlocuteurs partenaires. Pourtant, on peut lire dans les commentaires de l'article 3 du décret, dernier alinéa, que « La communication à l'enfant de ce relais leur garantit une place de partenaires premiers l'aide. Les conseils d'intervention pour « recueillir discrètement l'information » – p. 22 ou « mener une conversation avec l'enfant » ou encore prendre « contact avec les parents » -p25- proposé quand « vos suspicions se concrétisent » -p. 24 sont maladroits et jalonnées d'exemples qui enferment dans une compréhension univoque.

Partie 2- les activités :

Les activités sont proposées afin «de développer des compétences sociales spécifiques de l'enfant dans un cadre préventif ». Chaque fiche aborde un thème selon une approche en 3 temps (introduction-moment armadillo- 2 activités) et selon un canevas directif.

Le thème et l'objectif énoncé sont intéressants mais la démarche proposée les dessert totalement et, créent un contre sens quant à la perspective de développer des compétences sociales de l'enfant. En effet, chaque scénario est construit afin que l'enfant apprenne à se défendre face à des situations dangereuses et hostiles à son égard, à se protéger de l'autre, de l'adulte. Il ne s'agit pas de favoriser le développement de l'enfant et de soutenir l'évolution de ses compétences dans un contexte de ressources où les adultes sont présentés comme responsables de sa protection et garants de son évolution mais bien de proposer une approche qui met en scène un monde où il convient de se caparaçonner. Le personnage du Tatou arrivant d'un pays lointain, traversant des rues bruyantes, pleines d'autos, de monde et de klaxons(p.39) pour se rendre à l'école illustre ce décor de fond où l'enfant paraît seul, contraint pour survivre à se débrouiller (seul), et à se protéger le cas échéant. Dans cet univers de référence, sont oubliés les parents, la famille, les amis, l'univers et les ressources de l'enfant.

De plus, certaines activités « dérivent » vers une issue inquiétante. Ainsi l'exercice *Tous différents* de la page 37 amène à exercer « ses capacités de réactions » et apprendre en fait à se protéger du danger (implicitement on peut se poser la question de savoir si la différence est potentiellement dangereuse) en se glissant sous sa carapace symbolisée par une couverture.

Rappelons à ce stade une des recommandations de la Commission nationale contre l'exploitation sexuelle des enfants du 23.10.1997 qui rappelait que : « aujourd'hui, trop souvent les enfants sont d'abord informés sur ce qui peut mal tourner dans une relation (sexuelle) avant d'être informés correctement sur la sexualité et l'intimité en général. (...) Il faut parler plus souvent et plus largement de la sexualité et de l'expérience sexuelle en société. Le sexe fait partie intégrante de la vie. Il faut pouvoir parler du sexe, y compris avec les enfants. ».

Revenons également sur le principe énoncé en préalable de cet avis relatif à la responsabilité de l'adulte quant au développement et à la protection de l'enfant.

Si l'introduction de ce dossier insiste sur ce principe et en fait sien dans ses intentions, la démarche proposée va à l'encontre de celui-ci.

En effet, proposer des activités préventives dans un média relatif à l'abus sexuel crée déjà un contexte d'utilisation, une mise en pensée dans ce cadre. De plus, chaque exercice met en scène des situations de risque, de danger, d'abus (de pouvoir) implicite et fait l'objet d'un encart qui concerne l'enfant abusé et l'impact particulier de cet exercice pour lui !

A quel titre l'enseignant est-il mobilisé ?

Instrumentalisation des objectifs poursuivis :

L'accueil, la différence, la peur, l'autonomie, les sentiments... sont des thèmes complexes qui nécessitent un ancrage dans la réalité de la vie de l'enfant, dans son histoire affective et relationnelle mettant en jeu une complexité de réalités et d'issues possibles.

Ors, ces thèmes sont travaillés strictement à partir de situations balisées qui donnent lieu à une seule réponse à « acquérir », à une attitude, à un comportement à faire sien.

Approche dualiste :

Le recours au oui/non, si/non, rouge/vert, gauche/droite... sont des techniques qui soutiennent l'approche clivée et instrumentale proposée dans chaque situation. Des caricatures de scénarios sont proposées comme mise en situation. A une réalité présentée comme étant LA réalité, une réponse est donnée. Qu'en est-il de l'expérience de chaque enfant, de son histoire qui ouvre sur des réponses qu'il construit en fonction de ses référents. .

Le monde des adultes y est décrit comme inquiétant pour l'enfant. Par ailleurs, certains bons adultes peuvent le sauver. L'enfant devra donc apprendre à identifier le profil du bon et du mauvais adulte. Rien ne construit la réflexion sur la relation entre l'adulte et l'enfant et entre les enfants entre eux. La question des émotions est traitée du point de vue de situations problématiques ou aboutissent à cette issue.

L'exercice page 43 « non/si » est un exemple significatif qui traduit le monde en deux versants ou seules deux approches co-existent (je veux/je veux pas) et sont présentées comme étant extérieur à tout contexte relationnel, hors de toutes références de la vie avec les autres.

Autre exemple, l'exercice « Moi tout seul ! » présenté page 41 qui poursuit un objectif de prise d'autonomie aborde cette question en dehors de toute référence relationnelle adulte/enfant-parent/enfant.

Directivité :

Proposer un cadre et une méthodologie permettent de s'approprier une démarche, de s'y référer pour tenir le cap de l'objectif mais surtout pour en construire une utilisation ajustée au contexte et à la réalité en présence (dynamique de la classe, événement de la vie des élèves...). Ici, les consignes et les exemples cadencent les thèmes dans une approche causale, linéaire: [à une situation problématique existe une réponse] et les exercices amène l'enfant à acquérir le bon comportement, la bonne attitude. Les exercices sont proposés comme une fin en soi et non modulables compte tenu de la réalité de la classe et du vécu des enfants.

Seules la consigne et les règles guident strictement le déroulement et l'issue des exercices. L'improvisation et une autre déclinaison de ce qui est posé ne paraissent pas envisageable.

Consignes pour l'enfant abusé :

Chaque exercice fait l'objet d'un encart concernant l'enfant abusé, décrit son « état » par rapport au thème abordé, quelle sera sa réaction et en quoi l'exercice lui permettra d'en sortir !!! Ces « raccourcis » cliniques sont pour la plupart faux tant ils sont lacunaires. Comment l'enseignant peut-il prendre en compte ces informations pour s'en détacher aussitôt dans un contexte de prévention ?

Approche relationnelle et temporelle :

L'approche mise en jeu est strictement situationnelle ; rien ne s'inscrit dans la relation

La question du temps est abordée uniquement du point de vue pratique. L'histoire de l'enfant et l'histoire de la classe ne figure pas à l'agenda qui rythme l'application de ce programme.

A ce titre d'ailleurs, soulignons que certaines situations ne sont pas adaptées à l'âge de l'enfant.

Conclusion

Au vu des éléments indiqués ci-dessus, il est vivement déconseillé l'utilisation de Armadilo au sein des structures éducatives de la Communauté française. Ce document pédagogique n'est pas seulement d'effet « neutre » il peut s'avérer nocif.